

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 27/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST (Ex SITA NORD EST)

17 rue de copenhagen
67300 Schiltigheim

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\SUEZ RV Nord Est
(NORVALO) Grande Synthe_0007002027\2_Inspections\2026 02 27 Récolement APMD du 19 nov
2024
Code AIOT : 0007002027

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST (Ex SITA NORD EST) implanté Rue de l'Ecluse de mardyck 59760 Grande-Synthe. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 19 novembre 2024 signé suite aux non conformités constatées lors de l'inspection du 2 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST (Ex SITA NORD EST)

- Rue de l'Ecluse de mardyck 59760 Grande-Synthe
- Code AIOT : 0007002027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ RV Nord-Est exploite, sur la commune de GRANDE SYNTHÉ, un centre de transfert de déchets qui a pour activité la réception et le prétraitement de déchets par regroupement en vue de leur valorisation ou élimination en filière adaptée.

Le site est soumis, par arrêté préfectoral au 10 mai 2005 modifié par APC du 16 avril 2010, à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'installation est implantée le long de la route de l'écluse de Mardyck sur un terrain d'une largeur d'environ 30 mètres pour une longueur d'environ 400 mètres. L'entrée sur le site se fait par un portail situé au Nord du terrain et la sortie par un portail situé au Sud du terrain. Une voirie interne permet la desserte des aires de stockage dont une partie est localisée dans un bâtiment industriel prévu à cet effet.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise en demeure bassin de confinement	AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1er	Demande d'action corrective	1 mois
5	Mise en demeure signalisation	AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1er	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
3	Mise en demeure conséquences des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1er	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mise en demeure Mesures de prévention, consignes	AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1er	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection permet de constater que l'exploitant a pris les dispositions pour répondre favorablement aux mises en demeures du 19/11/2024 portant sur les articles 4.3, 10, 18.2.1. de l'arrêté préfectoral du 10/05/2005.

concernant l'article 18.4 de l'arrêté préfectoral du 10/05/2005 des compléments sont attendus sous 1 mois.

En ce qui concerne la mise en demeure portant sur l'article 5.2. de l'AP du 10/05/2005 (bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées), l'exploitant doit confirmer le volume exact du bassin, et a engagé les actions nécessaires au curage du bassin pour permettre les prises de mesures correctes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure plan des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1er		
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure plan des réseaux		
Prescription contrôlée :		
La société SUEZ RV NORD EST, dont le siège social est situé 17 rue de Copenhague à SCHILTIGHEIM (67 300), et qui exploite une installation de tri-transit de déchets située rue de l'écluse de Mardyck à GRANDE SYNTHE (59 760), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions reprises dans le tableau ci-dessous, et dans les délais précisés à compter de la date de notification du présent arrêté :		
Articles	Prescriptions	Délais
article 4.3. de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005	Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	3 mois

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection :

- le plan de récolement de voirie et assainissement établi par la société STR le 20/10/1999 ;
- le plan topographique et de gestion des eaux du site établi à l'échelle 1/500 par le géomètre Hugues LAPOUILLE, mis à jour le 3/03/2023. Ce plan reprend les éléments suivants : limites du site, cotes altimétriques, canalisations d'eaux pluviales, sens des pentes, ouvrages divers d'assainissement (grilles avaloirs, regards d'assainissement, séparateur hydrocarbures, obturateur), le bassin de confinement, les constructions (bâtiments, murets, ...), voiries et bordures.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Mise en demeure bassin de confinement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure bassin de confinement

Prescription contrôlée :

La société SUEZ RV NORD EST, dont le siège social est situé 17 rue de Copenhague à SCHILTIGHEIM (67 300), et qui exploite une installation de tri-transit de déchets située rue de l'écluse de Mardyck à GRANDE SYNTHE (59 760), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions reprises dans le tableau ci-dessous, et dans les délais précisés à compter de la date de notification du présent arrêté :

Articles	Prescriptions	Délais
article 5.2. de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005	5.2.2 - L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit pouvoir être confiné sur des aires étanches. Le volume de confinement sera au moins égal à 300 m ³	3 mois

Constats :

Le site dispose d'un bassin étanche anciennement utilisé pour le confinement des eaux de

ruissellement d'une aire de compostage qui n'est plus utilisée mais occupée à présent pour du stationnement de bennes vides.

Les eaux de ruissellement de la voirie son collectées par un réseau spécifique qui se rejette dans la dérivation du canal de Bourbourg située en face du site.

Ce réseau et le bassin ne sont pas reliés par une canalisation.

Le réseau est équipé d'un obturateur en cas de pollution des eaux de ruissellement. Cet obturateur, situé en amont du séparateur hydrocarbure, permet de confiner les eaux susceptibles d'être polluées dans le réseau dont la montée en charge redirige naturellement suivant la pente du terrain les eaux vers le bassin.

L'exploitant présente à l'inspection le compte rendu d'installation de l'obturateur et du coffret de commande avec coup de poing établi par la société PRONAL (59 115 LEERS) établi le 4/10/2024 (PV d'intervention du 3/10/2024), accompagné de sa notice de mise en service, ainsi que les comptes rendus des "quart d'heure prévention des risques" réalisés les 9/12/2024, 20/06/2025 et 5/03/2026 auprès du personnel du site pour des rappels du fonctionnement du clapet obturateur. L'exploitant présente le compte rendu daté du 14/06/2023 du contrôle d'étanchéité du bassin réalisé le 6/06/2023 par la société GINGER CEBTP (agence de Reims) qui conclut à une étanchéité satisfaisante de l'étanchéité.

L'inspection constate le remplissage partiel du bassin sur une hauteur difficile à estimer.

L'exploitant n'est pas en mesure de confirmer que le bassin dispose d'un volume minimal de 300 m3 en permanence pour le confinement des eaux polluées.

Par courriel du 27/03/2026, l'exploitant indique être dans l'attente d'un devis pour réaliser un curage du bassin avant de pouvoir en prendre les mesures exactes pour vérifier son volume, et précise qu'une fois ce volume vérifié, il mettra en place un dispositif visuel permettant de maintenir en permanence les volume de 300 m3 disponible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments de mesures et de calcul permettant de vérifier le volume du bassin et mettra en œuvre un dispositif permettant de s'assurer à tout moment du maintien d'un volume minimum disponible de 300 m3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Mise en demeure conséquences des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure conséquences des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

La société SUEZ RV NORD EST, dont le siège social est situé 17 rue de Copenhague à SCHILTIGHEIM (67 300), et qui exploite une installation de tri-transit de déchets située rue de l'écluse de Mardyck à GRANDE SYNTHE (59 760), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions reprises dans le tableau ci-dessous, et dans les délais précisés à compter de la date de notification du présent arrêté :

Articles	Prescriptions	Délais

article 10 de l'arrêté
préfectoral du 10 mai 2005

En cas de pollution
accidentelle provoquée par
l'établissement, l'exploitant
devra être en mesure de
fournir dans les délais les plus
b r e f s , t o u s l e s
renseignements connus dont
il dispose permettant de
déterminer les mesures de
sauvegarde à prendre pour
ce qui concerne les
personnes, la faune, la flore,
les ouvrages exposés à cette
pollution, en particulier :

- 1) la toxicité et les effets des
produits rejetés ;
- 2) leur évolution et leurs
conditions de dispersion
dans le milieu naturel ;
- 3) la définition des zones
risquant d'être atteintes par
des concentrations en
polluants susceptibles
d ' e n t r a î n e r d e s
conséquences sur le milieu
naturel ou les diverses
utilisations des eaux ;
- 4) les méthodes de
destruction des polluants à
mettre en œuvre ;
- 5) les moyens curatifs
pouvant être utilisés pour
traiter les personnes, la faune
ou la flore exposée à cette
pollution ;
- 6) les méthodes d'analyses ou
d ' i d e n t i f i c a t i o n e t
organismes compétents pour
réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit
constituer un dossier
comportant l'ensemble des
dispositions prises et des
éléments bibliographiques
rassemblés pour satisfaire

3 mois

	<p>aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.</p>	
--	---	--

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection son dossier de lutte contre la pollution de l'environnement qui reprend, pour les produits présents sur site et susceptibles d'avoir des impacts sur l'environnement, les différents scénarios d'incidents et d'accidents avec pour chacun d'entre eux les moyens de protection des milieux et mesures de conservation prévus.

Les F.D.S. des produits suivants sont présentes sur site : lave-glaces, AdBlue, liquide de refroidissement, GNR, graisse multi EP 2, savon TRANSNET MECA D, huile IGOL MATIC HV 46, huile VOLVO 10W30, huile RUBIA OPTIMA 3500 FE 5W30.

Les scénarios d'accidents identifiés sont :

- la rupture d'un réservoir de carburant d'un camion ;
- la rupture de réservoir de carburant d'un engin du site ;
- la fuite de la cuve de GNR ;
- un incendie sur site avec production d'eaux d'extinction ;
- les jus de déchets ;
- la fuite d'un fût d'huile.

Pour chacun de ces scénarios, le dossier indique les zones risquant d'être atteintes par des produits polluants, les moyens de lutte contre la pollution, les actions à mettre en œuvre en cas de pollution, les moyens de destruction ou d'élimination des polluants, les analyses prévues.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Mise en demeure Mesures de prévention, consignes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure Mesures de prévention, consignes

Prescription contrôlée :

La société SUEZ RV NORD EST, dont le siège social est situé 17 rue de Copenhague à SCHILTIGHEIM (67 300), et qui exploite une installation de tri-transit de déchets située rue de l'écluse de Mardyck à GRANDE SYNTHE (59 760), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions reprises dans le tableau ci-

L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions reprises dans le tableau ci-dessous, et dans les délais précisés à compter de la date de notification du présent arrêté :

Articles	Prescriptions	Délais
<p>article 18.2.1. de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005</p>	<p>Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ; - les mesures à prendre en cas de défaillance sur un système de traitement et d'épuration ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues dans le présent arrêté ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ... - les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides) ; - les procédures d'urgence en cas de réception de déchets non admissibles. 	<p>3 mois</p>

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection :

1/ son plan de défense incendie mis à jour le 22/07/2024 qui comporte les éléments suivants :

- schéma d'alerte feu en heures ouvrées ;
- schéma d'alerte feu en heures non ouvrées ;
- la chaîne d'alerte ;
- le plan schématique du site avec les ouvrages et équipement de lutte contre l'incendie ;
- la fiche réflexe incendie, les numéros d'urgence ;
- les actions réflexes (actions immédiates 1er quart d'heure, les actions secondaires 1ère heure, les actions tertiaires sous 24 heures) ;
- l'accueil des secours.

2/ un recueil des conduites à tenir en cas d'urgence (ref. MODP_Modes opératoires sur l'ensemble des métiers 2019-09-13) comportant :

- le mode opératoire en cas d'incendie dans les locaux ou sur un engin et les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- l'évacuation ;
- les accidents de personnes ;
- le déversement et pollution d'huile, fioul, produits chimiques ;
- la procédure en cas d'arrivée de déchets interdits ;
- l'entrée de déchets radioactifs ;
- le renversement de camions de déchets, les mesures à prendre en cas de fuite de récipient contenant des substances dangereuses .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

consignes à afficher dans les lieux fréquentés par le personnel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Mise en demeure signalisation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2024, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en demeure signalisation

Prescription contrôlée :

La société SUEZ RV NORD EST, dont le siège social est situé 17 rue de Copenhague à SCHILTIGHEIM (67 300), et qui exploite une installation de tri-transit de déchets située rue de l'écluse de Mardyck à GRANDE SYNTHE (59 760), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions reprises dans le tableau ci-dessous, et dans les délais précisés à compter de la date de notification du présent arrêté :

Articles	Prescriptions	Délais

article 18.4. de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005

Les consignes de sécurité dictant la conduite à tenir en cas de sinistre doivent être affichées dans les locaux d'exploitation.

Un plan schématique conforme à la norme, sous forme de pancartes inaltérables, devra être installé à l'entrée de l'établissement.

Sur ce plan doivent figurer, suivant les normes en vigueur, outre les dégagements et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs de commande de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides ;
- des organes de coupure des sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme.

3 mois

Constats :

Le site dispose à l'entrée de panneaux inaltérables rappelant les interdictions d'apport de feu et de fumer ainsi que les règles de sécurité au moyen de pictogrammes.

L'exploitant indique que le panneau comportant le plan de circulation n'étant plus à jour, il doit être remplacé par de nouveau panneau.

Par courriel du 13/05/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection les maquettes des panneaux suivants qui doivent être implantés à l'entrée du site :

- le nouveau panneau représentant les nouveaux sens de circulation, les zones d'accès restreintes, la position de la cuve GNR et des produits chimiques, des moyens internes de secours (extincteurs, RIA, berce incendie, centrale incendie), la coupure générale d'urgence, les commandes de désenfumage, le bouchon obturateur du réseau pluvial, les règles de sécurité par pictogrammes ;
- un plan représentant en détail l'intérieur du bâtiment avec les positions des extincteurs, des RIA, des matières inflammables, coupure générale d'urgence, centrale incendie, commande de désenfumage ;

- commande de désenfumage ;
- les règles de stationnement ;

L'exploitant précise dans son courriel du 13/05/2026 être en attente de la date de livraison de la part du fabricant.

Le deux poteaux incendie situés à proximité du site, le long de la route de l'écluse de Mardyck, sont représentés sur le plan contenu dans le Plan de Défense Incendie du site, mis à disposition des services de secours dans la boîte dédiée à l'entrée du site

Les consignes de sécurité et interdictions sont est rappelées en différents endroits du site (bureaux et zones d'exploitation) au moyen de panneaux et de pictogrammes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procèdera dans un délai de deux mois à la pose des nouveaux panneaux de signalisation à l'entrée du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois